

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1901.

Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi reprend les termes mêmes d'un amendement qui fut proposé par la section centrale chargée d'examiner la loi sur les pensions de vieillesse.

Elle rédige comme suit le paragraphe 1^{er} de l'article 9 :

« Une allocation annuelle de 65 francs sera accordée à tout *travailleur manuel* ou ancien *travailleur manuel* belge, âgé de 65 ans au 1^{er} janvier 1904 et se trouvant dans le besoin. »

Son but est de dégager la loi de restrictions, que des interprètes trop sévères voudraient y apporter en invoquant le mot « ouvrier » et le sens prétendument y attribué dans les travaux préparatoires.

Le mot « ouvrier », pris dans son sens normal, est large ; il a une portée générale facile à déterminer ; il comprend communément tous ceux qui travaillent de leurs mains, par opposition à ceux qui travaillent plus spécialement de l'esprit.

Littre définit l'ouvrier « celui qui travaille de la main pour différents métiers. Habile ouvrier, mauvais ouvrier ». Il comprend donc dans ce mot l'ouvrier de métier, ou des arts mécaniques, c'est-à-dire l'artisan, qui forme une catégorie de la classe ouvrière. Au mot « artisan », il donne comme synonyme « ouvrier », et il en explique la différence en ces termes : « L'ouvrier », de « opera », œuvre, fait un ouvrage ; l'artisan, de « ars », exerce un art mécanique. *L'artisan est un ouvrier* ; mais l'ouvrier n'est pas un artisan. »

En Allemagne, l'enseignement professionnel pour travaux manuels ou métiers se donne dans les écoles appelées de la dénomination générale de « *handwerkerschule* », école du travailleur manuel.

Dans son sens usuel, ouvrier n'est autre chose que travailleur manuel.

Mais, au cours des discussions parlementaires, il a surgi une notion restrictive, qui ne reconnaît comme ouvrier que celui qui travaille pour un patron ou un chef d'entreprise.

C'est cet élément nouveau, étranger à la lexicologie, qui jette l'indécision dans les appréciations, qui fait du mot « ouvrier » une limite flottante se déplaçant suivant les scrupules des comités, et qui menace d'écarter tous les artisans et tous les agriculteurs.

* * *

Au fur et à mesure qu'on s'éloigne du vote de la loi, on voit naître une plus grande sévérité d'appréciation ; il est aisé d'en suivre le mouvement.

La section centrale, au cours de son examen, avait demandé au Gouvernement des éclaircissements au sujet du mot « ouvrier » ; elle reçut la réponse suivante :

« Par le mot « ouvrier » employé dans l'article 8 (devenu article 9), on » entend les *travailleurs* salariés, par opposition *aux chefs d'entreprise* qui » travaillent pour leur propre compte. Quant aux intéressés qui pourraient » avoir passé d'une catégorie à l'autre au cours de leurs vie ou qui se trou- » veraient dans une condition plus ou moins INTERMÉDIAIRE, le Gouverne- » ment tracera des règles qui seront inspirées de *vues équitables*. »

Ce qui semblait dominer dans cette notion, c'était plutôt l'opposition du travailleur avec le chef d'entreprise qui commande à d'autres ouvriers. Cette notion est juste ; on cesse d'être simple ouvrier lorsqu'on commande le travail d'autrui. Mais c'est avec raison que le gouvernement admet l'existence de conditions plus ou moins intermédiaires dont l'examen doit se faire avec équité.

La section, malgré cette interprétation relativement large, proposa de remplacer le mot « ouvrier » par l'expression « travailleur manuel ». Au cours de la discussion, à la séance de mai, l'honorable M. Van der Linden appuya l'amendement en ces termes :

« Enfin, à l'article 8, par la substitution des mots « travailleur manuel » » au mot « ouvrier », nous aurons l'avantage d'étendre à des non-salariés, » à des artisans, à des agriculteurs dans le besoin, l'octroi des 65 francs » par an accordés par mesure transitoire aux vieux travailleurs. »

L'honorable chef du cabinet, le comte de Smet de Naeyer, dans la séance du 4 mai, repoussa l'amendement en ces termes :

« Le Gouvernement ne peut pas accepter la substitution de l'expression » « travailleur manuel » au mot « ouvrier ».

« Le mot « ouvrier » a, dans la législation, un sens spécial et précis que le » mot « travailleur » n'a pas: nous avons entendu limiter la disposition, qui, » à nos yeux, n'est qu'une disposition accessoire à la classe ouvrière pro- » prement dite, à laquelle s'applique notamment la loi du 9 août 1889 sur » les habitations ouvrières. »

Et plus loin, interrompant l'honorable M. Hoyoïs, qui faisait appel à la générosité des sentiments de la Chambre. l'honorable chef du Cabinet répondit par cette interruption : « Il faut bien limiter ».

L'amendement fut repoussé par assis et levé, dans une séance qui se ter-

mina à minuit trois quarts et qui, par sa longue durée, paralysa toute discussion.

Au surplus les membres de la Chambre étaient sous l'impression des sentiments généreux qui avaient caractérisé cette discussion hâtive, et de la promesse des vues équitables dans lesquelles l'exécution devait être réglée.

L'arrêté royal du 20 octobre 1900, dans l'article 5, précisa le sens du mot « ouvrier » en ces termes :

« Sont considérés comme ouvriers, les hommes et les femmes qui, moyennant un salaire, travaillent habituellement de leurs mains pour un patron ou un maître, soit au temps, soit à la pièce, soit au dehors, soit à domicile, et cela sans distinguer entre le travail domestique ou agricole et le travail industriel ou de métier.

« Sont considérés comme anciens ouvriers ceux qui, par la condition habituelle de leur vie antérieure, ont répondu à la précédente définition.

« La femme ou la veuve d'un ouvrier ou ancien ouvrier est considérée comme ouvrière, lors même qu'elle ne se trouve pas personnellement dans les conditions prévues aux alinéas précédents. »

Comme la notion du travail pour un patron ou maître était affirmée plus catégoriquement que précédemment, une question fut adressée le 21 novembre 1900 par l'honorable M. Anseele à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, dans les termes suivants :

« L'article 5 de l'arrêté royal du 20 octobre 1900, sur les pensions, exclut-il tous ceux qui travaillent pour leur compte, même sans aide : les armuriers, les briquetiers, les bûcherons et travailleurs forestiers, les pêcheurs, les dentellières ? »

M. le Ministre répondit le 27 novembre 1900 :

« Le comité de patronage, chargé d'apprécier, en fait, quelles personnes peuvent être considérées comme ouvriers ou anciens ouvriers, trouveront des indications suffisamment précises dans les termes de l'article 5 de l'arrêté royal du 20 octobre 1900.

« Il ne paraît pas douteux que beaucoup de travailleurs compris dans les catégories énumérées par M. Anseele seront considérés comme ouvriers, même s'ils travaillent à la pièce ou à l'entreprise. Il ne faut pas, d'ailleurs, tenir compte exclusivement de la situation actuelle du vieillard de 65 ans et plus, mais aussi de la condition habituelle de leur vie antérieure. »

Cette réponse, comme la réponse à la section centrale l'avait annoncé, s'inspirait de vues équitables ; rapprochée des termes de la question, elle semblait admettre comme ouvriers des personnes qui ne travaillent pas pour des patrons, mais dont la condition est intermédiaire, analogue à celle de l'ouvrier salarié.

C'est avec ces idées généreuses que l'autorité administrative, les comités de patronages et les comités d'appel ont généralement fait la première application de la loi. Mais il n'en pas été ainsi partout. Il en est qui ont repoussé les ouvriers de métier, tels que menuisiers, charpentiers, maçons, pour le motif qu'on les appelle communément artisans et qu'ils ne travaillent pas pour compte d'un chef d'entreprise ou patron. Il en est qui ont

repoussé les petits fermiers qui exploitent en famille un modeste coin de terre et dont le sort est plus misérable que celui des ouvriers. Il en est qui ont refusé de reconnaître la qualité d'anciens ouvriers à ceux qui ont servi à la ferme de leurs parents, assurant ainsi un avantage à ceux qui, méconnaissant peut-être leurs devoirs filiaux, ont abandonné les parents pour servir des tiers.

Et ainsi ont surgi les plus choquantes inégalités, provoquant de légitimes critiques.

M. le gouverneur de la Flandre orientale, dans le but louable d'amener un peu d'unité dans la jurisprudence, a donné le 3 octobre 1901 des instructions détaillées aux administrations communales. Mais son interprétation semble être moins large que les vues dans lesquelles la loi a été votée et mise à exécution. On peut en juger par l'extrait suivant :

« Il est à remarquer à propos de cette définition :

» 1° Que le Gouvernement, lors de la discussion du projet de loi, n'a pas consenti à substituer au mot « ouvrier » l'expression « travailleur manuel », expression d'une extension beaucoup plus large et comprenant, outre les « ouvriers » dans le sens de la loi, des classes de travailleurs exclues, comme sont : les artisans, les petits patrons, les cultivateurs, lesquels d'ailleurs exercent leur métier non pour un patron ou pour un maître, mais pour leur compte personnel ;

» 2° Que le caractère manuel exigé dans le travail exclut, en général, les employés, les colporteurs, les petits négociants, etc.

» L'administration communale doit donc, lorsqu'elle avise favorablement une demande en obtention de la pension déposée par un travailleur de cette catégorie, indiquer comment se trouve remplie la condition manuelle requise.

» Il serait à souhaiter que les autorités locales se rendissent un compte exact des conditions de profession imposées par la loi du 10 mai 1900. Elles s'épargneraient souvent un travail inutile et se mettraient à même de renseigner nettement et utilement la vraie profession du requérant. Elles écarteraient aussi de nombreuses erreurs. — Beaucoup d'erreurs proviennent de ce qu'un même terme désigne à la fois une profession ouvrière au sens légal, c'est-à-dire s'exerçant pour un patron, et *une profession s'exerçant pour compte personnel. Tels, par exemple, les mots : maçon, briquetier, sabotier.* — *Comme les professions de ces dernières catégories, exercées pour compte personnel, sont rayées du nombre de celles pouvant donner droit à la pension de vieillesse, il importe, en présence de métier de ce genre, que la déclaration inscrite au bulletin de demande établisse clairement si c'est pour le compte d'un patron ou pour compte personnel que l'intéressé exerce ou a exercé le métier déclaré.* De plus, si le requérant paie des contributions, il importe encore que son bulletin fasse apparaître de quel chef il est imposé (contributions personnelles, contributions foncières, droit de patente) En cas de droit de patente, on indiquera la ou les professions dont l'exercice assujettit à ce droit.

» Une autre source d'erreur provient de l'indication trop peu précise de

professions exercées soit simultanément soit successivement. Un ouvrier peut, par l'exercice simultané de métiers, travailler tantôt moyennant salaire pour un maître-patron ou un patron, et tantôt pour compte personnel. Le cultivateur que ses terres sont insuffisantes à occuper et qui se livre, en outre, au travail agricole salarié, se trouve dans cette situation. Les bulletins de demandes de telles personnes mentionneront leurs professions diverses : émanant de cultivateurs, ils renseigneront l'étendue des cultures ; émanant de cabaretiers ou de boutiquiers, ils indiqueront ces professions. Des professions simultanées s'inscrivent sur une même ligne ; si l'intéressé ne les exerce plus, elles s'inscrivent à la rubrique : « Profession ancienne, » si elles sont exercées actuellement, sous celle de : « Profession actuelle. »

» Par « profession successive » il faut entendre celles de travailleurs qui ont exercé des métiers successifs, dont les uns pour compte personnel et d'autres comme ouvriers dans le sens de la loi. Ce sont donc les professions de personnes qui ont été, par exemple, ouvriers agricoles et sont, dans la suite, devenues fermiers ; ou celles d'ex-ouvriers de fabrique qui sont actuellement cabaretiers ou boutiquiers ; ou celles encore d'anciens ouvriers devenus artisans. Dans ces cas, comment libeller les renseignements produits ?

» Voici la méthode qui semble la meilleure : On se rappellera que la loi requiert, comme base de détermination, la PROFESSION HABITUELLE. Celle-ci n'est autre que la profession LE PLUS LONGTEMPS EXERCÉE. Il y aura donc lieu de souligner, dans l'énumération des métiers successifs, cette profession, et d'indiquer quel laps de temps en a duré l'exercice.

» De professions successives, la dernière seule, si elle est actuelle, s'inscrit à la rubrique : « Profession actuelle. » Les précédentes se classent dès lors comme professions antérieures. Le requérant n'exerce-t-il plus de profession, tous les métiers successivement exercés seront mentionnés, par ordre chronologique, sous la rubrique propre aux professions anciennes.

» Je crois utile de vous faire remarquer que « landbouwer » signifie « cultivateur », et que c'est l'expression « landbouwwerkman » qui désigne l'ouvrier agricole salarié. »

*
* * *

Ainsi donc, suivant ces instructions, les conditions intermédiaires semblent disparaître ; on n'est ouvrier que lorsqu'on travaille pour un patron ; et, pour pouvoir invoquer la qualité d'ancien ouvrier, il faut qu'on ait vécu dans la condition d'ouvrier plus longtemps que dans un autre état.

Si la loi devait être interprétée dans ce sens étroit, qui est en opposition avec la portée large et normale du mot « ouvrier », elle apparaîtrait comme une loi faite pour les centres industriels au détriment des centres agricoles. Tandis que la situation de l'ouvrier soumis à un chef d'entreprise ou patron est la condition normale des travailleurs manuels dans les centres industriels ; elle forme l'exception dans les centres agricoles. Les statistiques publiées récemment par le Ministère de l'Industrie et du Travail et par le Ministère de l'Agriculture, à la suite du recensement général, en fournissent une démonstration péremptoire.

Remplace les pages 5 et 6 du document parlementaire n° 43, distribué précédemment.

Au 31 octobre 1896, il y avait en Belgique 242,143 entreprises dont le chef est un patron, c'est-à-dire 242,143 entreprises industrielles au sens habituel du mot. Il y avait dans les entreprises privées d'industrie et de métier (non compris les entreprises publiques), 822,976 ouvriers et ouvrières, dont 704,229 travaillaient dans les fabriques, usines, ateliers, mines et carrières et dont 118,747 travaillaient à domicile pour compte de fabricants ou magasins. La proportion des patrons et des ouvriers s'accroît régulièrement par l'effet de l'extension du machinisme et de la coalition des capitaux.

Dans les milieux agricoles la situation est tout autre : la grande majorité des travailleurs ont des occupations pour compte personnel, ou partagent leur travail entre les occupations pour compte personnel et les occupations pour compte de tiers. Il n'y a que très peu d'ouvriers salariés travaillant en permanence chez un patron ; et c'est surtout dans la grande culture qu'on les rencontre.

Or, celle-ci s'effrite chaque année davantage, à raison même de la difficulté d'obtenir la main-d'œuvre nécessaire ; elle fait place à la culture moyenne et à la petite culture, qui occupent avant tout le personnel de la famille. En 1846 il n'y avait que 247,555 exploitations de moins de 50 arcs, en 1895 il y en avait déjà 458,120.

On lit dans la partie analytique du recensement général de 1895, publié par le Ministère de l'Agriculture (p. 429) :

« Le nombre des *personnes de la famille* qui s'occupent habituellement des travaux des champs est supérieur dans toutes les provinces à celui des salariés agricoles ; les proportions pour le royaume sont respectivement de 92 et de 8 p. c. »

Il y avait en Belgique 1,015,799 membres de la famille occupés habituellement aux travaux agricoles, dont 558,714 hommes et 457,085 femmes ; et il n'y avait que 187,106 domestiques à gages et ouvriers *journaliers permanents*, dont 128,277 hommes et 58,829 femmes.

Dans la région sablonneuse des Flandres et la partie flamande de la région limoneuse il n'y avait que 13 à 19 ouvriers et domestiques agricoles permanents par kilomètre carré d'étendue cultivée.

Depuis 1880, il y avait dans le nombre de membres de familles occupés aux travaux agricoles, une augmentation de 29,041 hommes et de 4,634 femmes, correspondant à une diminution, parmi les domestiques à gages et ouvriers journaliers permanents, de 11,580 hommes et de 16,604 femmes.

Dans certaines provinces, ce mouvement a été particulièrement accentué ; ainsi dans la Flandre orientale, la réduction des salariés agricoles a été de 13.4 p. c. pour les hommes et de 50.9 pour les femmes.

Ces constatations permettent de juger des conséquences défavorables qu'aurait pour les populations rurales une interprétation trop restrictive de la loi ; elle n'y aurait presque plus d'application, faute de travailleurs soumis au patron ou chef d'entreprise ; ses faveurs seraient réservées aux classes industrielles où le patronat est la règle.

Il nous paraîtrait injuste de repousser les petits agriculteurs qui cherchent l'existence de leur famille sur un coin de terre pris en location. On doit

se représenter, pour rester dans la vérité des faits, que ces exploitants n'ont rien du patron ou chef d'entreprise ; ils travaillent comme des ouvriers, avec plus de tenacité et au milieu de privations plus dures ; leur ferme, généralement, n'absorbe pas toute leur activité : 438,120 exploitations occupent moins de 50 ares. Pour employer l'excédent de leur activité et se créer des ressources supplémentaires, ils assistent leurs grands voisins dans les moments de presse, pour les travaux de récolte, de la fenaison, etc. ; et ceux-ci, à leur tour, les assistent en leur prêtant leurs machines et leurs chevaux ; et c'est par cette solidarité, par ces services réciproques que l'industrie agricole, menacée par le manque de bras, parvient à se maintenir en activité.

Si les petits fermiers diffèrent de l'ouvrier soumis au patron, ce n'est pas par leur degré d'aisance, mais uniquement par la forme du contrat qui les lie. Sous ce rapport même, la différence est plutôt de forme que de fond ; et pour s'en convaincre on n'a qu'à suivre les modalités successives qui ont caractérisé la mise en valeur des terres. Le locataire actuel a pour ancêtre l'esclave des temps anciens, faisant partie du matériel d'exploitation ; l'esclave devint serf attaché à la glèbe ; le serf devint métayer, exploitant pour le propriétaire et recevant pour sa subsistance, et en rémunération de son travail, la moitié des produits. Plus tard, le droit des propriétaires aux produits en nature a été remplacé par un forfait en espèces, appelé loyers ou fermages. Mais aujourd'hui comme jadis, le petit fermier, qui travaille avec sa famille et qui se distingue ainsi de l'entrepreneur, travaille pour le propriétaire, en mettant sa terre en valeur ; il est en somme un ouvrier agricole, auquel le propriétaire laisse plus de liberté dans l'exploitation, mais qu'il se réserve de congédier, même au cours du bail, s'il cultive mal les terres.

Il n'en est pas autrement de ces travailleurs ruraux qu'on appelle, par un euphémisme, artisans. Ce sont les ouvriers d'un métier, qui, comme tous les ouvriers, sont censés connaître les règles du travail auquel ils se livrent. Tels les maçons, les menuisiers, les charpentiers, les tonneliers. Ils possèdent quelques modestes outils, et leur préoccupation principale est de gagner des salaires en offrant leurs services, soit à la journée, soit à la tâche, soit à forfait, pour des travaux déterminés.

Ils ne sont pas aux gages du patron, pour le motif bien simple que, dans les campagnes, le travail n'est pas organisé sous la forme du patronat.

Leur rôle diminue de plus en plus sous l'influence du machinisme et des capitaux coalisés, qui concentrent le travail dans de grandes entreprises, et qui livrent aux artisans isolés les matériaux tout préparés pour l'ouvrage.

Ainsi, malgré l'énorme extension qu'ont prise la construction et le confort d'intérieur, le nombre de charpentiers et de menuisiers, tant patrons qu'ouvriers, va en diminuant ; il était de 56,124 en 1846 ; en 1896, il était tombé à 53,069, subissant ainsi une réduction de 8 p. c. ; mais cette diminution est compensée par la formation de 106 ateliers de menuiserie mécanique employant 1,228 chevaux-vapeur.

Les tonneliers, patrons et ouvriers, étaient en 1846 au nombre de 5,261 ; en 1896, ils n'étaient plus qu'au nombre de 3,623, subissant une réduction

de 31 p. c.; mais cette diminution est compensée par la création de 7 tonnelleries mécaniques employant 344 chevaux-vapeur.

L'artisan, surtout à la campagne, n'est plus que le suppléant de la machine; il achève les produits mécaniques et les adapte; il fait le menu travail des réparations et arrangements. Il est, en un mot, un ouvrier, travaillant, comme s'en présente l'occasion, au service soit de particuliers, soit d'entrepreneurs.

*
* * *

Tout en estimant que les interprétations restrictives sont contraires aux vues équitables dont l'interprétation doit s'inspirer, nous préférons remplacer le mot « ouvrier » par l'expression « travailleur manuel », dans le but de tracer une limite plus sûre et plus fixe, qui laisse moins de place aux erreurs et aux inégalités.

Cette limite correspond à une division naturelle de la classe ouvrière; les uns travaillent plus spécialement de l'esprit et portent des qualifications spéciales, telles que commis, comptables, employés, artistes, etc.; en opposition avec ceux-ci, se trouve la grande catégorie des travailleurs habituellement qualifiés de corporels, ou manuels, tels que les manœuvriers, hommes de peine, commissionnaires, déchargeurs, cultivateurs, artisans, etc.

Dans notre pensée, il importe peu de rechercher si un travailleur manuel travaille pour son compte personnel ou pour le compte d'un maître; il sera facile de le classer dans l'une des deux catégories suivantes : travailleurs ou patrons; celui qui emploie d'habitude un ou plusieurs ouvriers est assimilé au maître ou patron.

Notre désir serait de supprimer de la législation toute classification basée sur les professions; mais puisque le gouvernement tient à une limite pour écarter ceux qui, par leur position, sont censés capables de pourvoir à leur subsistance et à leur pension, il nous semble que « travailleur manuel » formerait une limite plus facile à tracer que celle donnée par le mot « ouvrier », avec ses prétendues nuances et restrictions.

Précédemment déjà, on avait été unanime pour protester contre l'emploi du mot ouvrier dans la loi sur les habitations ouvrières; tous les comités de patronage, tous les congrès, toutes les sociétés d'habitations ouvrières, tous les hommes d'œuvres ont critiqué ce terme restrictif; après la nouvelle expérience qui vient d'être faite pour les pensions de vieillesse, il est temps de le faire disparaître.

Notre proposition de loi ne saurait effrayer par ces conséquences financières; elle ne fait, en somme, que consacrer l'interprétation large qui a été suivie presque partout, et que nous désirons protéger contre des velléités d'interprétation restrictive.

Il ne s'agit donc pas d'abuser d'une loi dont les dispositions transitoires touchent à la charité. Personne ne songe à blâmer la sévérité de l'autorité administrative pour repousser ceux qui simulent l'indigence et qui viennent solliciter une pension réservée à ceux qui sont dans le besoin.

Mais il est inadmissible que la pension accordée au travailleur manuel,

qui est aux gages d'un patron, soit refusée au travailleur manuel, qui n'est pas aux gages d'un patron. Entre les deux il n'existe pas de différence sérieuse : ils vivent du même travail ou métier, et si l'un travaille pour des particuliers, c'est le plus souvent pour le motif qu'il ne trouve pas de patron ou entrepreneur. On ne peut le rendre victime du milieu dans lequel il habite.

Par la loi proposée disparaît cette distinction fantaisiste et avec elle les inégalités et les erreurs qu'elle engendre fatalement.

EM. TIBBAUT.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le mot « *ouvrier* », dans l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, est remplacé par l'expression « *travailleur manuel* ».

ART. 2

Le présente loi est applicable à partir du 1^{er} janvier 1902.

ART. 3.

Le Gouvernement est chargé d'en régler l'exécution.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Het woord « *werkman* », dat in artikel 9 der wet van 10 mei 1900 voorkomt, wordt vervangen door het woord « *handwerker* ».

ART. 2.

Deze wet wordt toegepast te beginnen van 1 Januari 1902.

ART. 3.

De Regeering zorgt voor de maatregelen van uitvoering.

EM. TIBBAUT.
D^r DELPORTE.
LÉON MABILLE.
J. MAENHAUT.
A. RAEMDONCK
ALBERT LEFEBVRE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 DECEMBER 1901.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In het wetsvoorstel worden overgenomen de uitdrukkingen zelve van een amendement, voorgesteld door de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der wet op de ouderdomspensioenen.

De eerste paragraaf van artikel 9 wordt opgesteld als volgt :

« Eene jaarlijksche toelage van 65 frank wordt verleend aan elken Belgischen *handwerker* of oud *handwerker* die op 1 Januari 1901, 65 jaar oud is en in nood verkeert ».

Dit voorstel heeft voor doel te beletten, dat al te strenge uitleggers de toepassing der wet op onrechtmatige wijze beperken, steunende op het woord « *werkman* » en den zin die, naar zij beweren, in de voorbereidende werkzaamheden daaraan wordt toegekend.

Het woord « *werkman* », in den gewonen zin genomen, is breed ; zijne algemeene beteekenis valt licht te bepalen ; het bevat gewoonlijk al degenen die handenarbeid verrichten, in tegenstelling met hen die meer bijzonderlijk werken met den geest.

Naar de bepaling van Littré, is *werkman* « hij, die arbeidt met de hand in verschillende ambachten. Handig *werkman*, slecht *werkman*. » In dit woord begrijpt hij dus ook den *werkman* die een ambacht uitoefent, of in de werktuiglijke kunsten arbeidt, dit wil zeggen den ambachtsman, die eene klasse van den arbeidersstand uitmaakt. Bij het woord « *ambachtsman* » geeft hij als synoniem « *werkman* », en legt aldus het verschil uit : « De *werkman* », van « *werk* » (*ouvrier*, de « *opera* », *œuvre*) voert een werk uit ; de *ambachtsman* (*artisan*, de « *ars* »,) voert eene werktuiglijke kunst

uit. « *De ambachtsman is een werkman*; maar de werkman is geen ambachtsman. »

In Duitschland wordt het beroepsonderwijs voor handwerk of ambachten gegeven in scholen, die den algemeenen naam van « *handwerkerschule* » dragen.

In zijnen gebruikelijken zin, wil werkman niets anders zeggen dan handwerker. Doch in den loop der parlementaire beraadslagingen ontstond eene beperkende opvatting, waarbij slechts als werkman wordt erkend hij die voor eenen werkgever of het hoofd eener onderneming werkt.

't Is dit nieuw bestanddeel, vreemd aan de woordenleer, dat onzekerheid aan de beoordeelingen geeft, van het woord « *werkman* » eene veranderlijke grens maakt, verplaatsbaar naar gelang van den twijfel der comiteeten, en dat al de ambachtslieden en al de landbouwers dreigt ter zijde te laten.

* * *

Naarmate men zich meer van het tijdperk der stemming van de wet verwijderd, wordt de beoordeeling strenger; het valt niet moeilijk deze beweging na te gaan.

Tijdens haar onderzoek, had de Middenafdeeling aan de Regeering opheldering gevraagd aangaande het woord « *werkman* »; zij kreeg het volgende antwoord :

« Door het woord « *werkman* », in artikel 8 (dat artikel 9 is geworden) » verstaat men de bezoldigde *arbeiders*, in tegenstelling met de hoofden » van *ondernemingen*, die voor eigen rekening werken. Voor belangheb- » benden, die gedurende hun leven van de eene naar de andere reeks zou- » den overgegaan zijn, of die in een min of meer *tusschengeschiedten* toestand » zouden verkeerden, zal de Regeering regelen voorschrijven, die op *billijke* » *gronden* berusten. »

In deze opvatting scheen vooral te gelden de tegenstelling van den arbeider met het hoofd der onderneming, hij die aan andere werklieden bevelen geeft. Deze opvatting is juist; men houdt op een eenvoudig werkman te zijn, wanneer men aangaande een andermans arbeid beveelt. Doch met reden neemt de Regeering aan dat er min of meer *tusschengeschiedte* toestanden bestaan, welke billijk dienen onderzocht.

Ondanks deze betrekkelijk breede uitlegging, stelde de afdeeling voor, het woord « *werkman* » door de uitdrukking « *handwerker* » te vervangen. Tijdens de beraadslaging, in de zitting der maand Mei, ondersteunde de achtbare heer Van der Linden het amendement in dezer voege :

« Eindelijk zullen wij, door in artikel 8 het woord « *werkman* » door het woord « *handwerker* » te vervangen, het voordeel hebben ook niet bezoldigden, ambachtslieden, behoeftige landbouwers, deelachtig te maken aan de 68 frank 's jaars, door eenen overgangsmaatregel aan de oude arbeiders toegekend. »

Het achtbaar kabinetshoofd, graaf de Smet de Naeyer, bestreed, in zitting van 4 Mei, het amendement met deze woorden :

« De Regeering kan niet aannemen dat het woord « handwerker » het » woord « werkman » vervange.

» Het woord « werkman » heeft in de wetten eenen bijzonderen en » bepaalden zin, dien het woord « arbeider » niet heeft; wij bedoelden de » bepaling, — onzes inziens, slechts eene bijkomende bepaling, — te beper- » ken tot den eigenlijk gezegden arbeidersstand, waarop namelijk de wet » van 9 Augustus 1889 op de arbeiderswoningen van toëpassing is. »

En verder, den achtbaren heer Hoyois onderbrekend, die een beroep deed op de edelmoedigheid der Kamer, antwoordde de achtbare leider van 't Ministerie : « Er moet toch eene beperking bestaan. »

Het amendement werd zonder hoofdelijke stemming verworpen, in eene vergadering die duurde tot kwart vóór één uur 's nachts, wat, gezien die lange duur, alle bespreking verlamde.

Overigens verkeerden de leden der Kamer onder den indruk van de edelmoedige gevoelens, waardoor deze overhaaste beraadslaging werd gekenmerkt, en van de belofte dat de uitvoering der bepaling naar billijke regelen zou geschieden.

Het koninklijk besluit van 20 October 1900 bepaalde als volgt den zin van het woord « werkman » :

« Worden beschouwd als werklieden, mannen en vrouwen die, tegen » een loon, gewoonlijk handenarbeid verrichten voor eenen meester, hetzij » voor eenen vastgestelden tijd, hetzij op stuk, buitenshuis of ten huize, en » dit zonder een onderscheid te maken tusschen huiselijk of landelijk werk, » nijverheids- of ambachtswerk.

» Worden beschouwd als oud werklieden zij die, door den gewonen » toestand van hun vorig leven, aan de voorgaande bepaling beantwoordden.

» De vrouw of de weduwe van eenen werkman of oud werkman wordt als » werkster beschouwd, zelfs dan wanneer zij niet persoonlijk in den door » de vorige alinea's bepaalden toestand verkeert. »

Daar de opvatting van het werk voor eenen patroon of meester uitdrukkelijker bevestigd was dan vroeger, werd, op 21 November 1900, door den achtbaren heer Anseele tot den heer Minister van Nijverheid en Arbeid de volgende vraag gericht :

« Sluit artikel 5 van 't koninklijk besluit van 20 October 1900, op de » pensioenen, al degenen uit die voor eigen rekening, zelfs zonder mede- » hulp arbeiden : wapenmakers, steenbakkers, houthakkers en woudarbei- » ders, visschers, kantwerksters ? »

Op 27 November 1900 antwoordde de heer Minister :

« Het beschermingscomité, gelast in feite te oordeelen welke personen » mogen beschouwd worden als werklieden of oud werklieden, zal genoeg- » zaam bepaalde inlichtingen vinden in de bewoordingen van artikel 5 » van 't koninklijk besluit van 20 October 1900.

» Het valt niet te betwijfelen, dat veel arbeiders, begrepen in de door » den heer Anseele opgesomde reeksen, zullen beschouwd worden als » werklieden, zelfs wanneer zij op stuk of bij onderneming arbeiden. Men » moet overigens niet uitsluitend rekening houden met den tegenwoordigen

» toestand van den ouderling van 65 jaar en meer, maar ook met den » gewonen toestand van hun vroeger leven. »

Dit antwoord was, zooals datgene aan de Middenafdeeling had aangekondigd, op billijke gronden gesteund; vergeleken met de bewoordingen der vraag, scheen het als werklieden aan te nemen, personen die niet arbeiden voor werkgevers, maar die in eenen tusschentoestand verkeerden, gelijk aan dien van den bezoldigden werkman.

't Is onder den invloed dezer edelmoedige gedachten, dat het bestuur, de beschermingscomiteiten en de comiteiten van hooger beroep over 't algemeen in het begin de wet toepasten. Doch niet overal gebeurde het aldus. Sommigen verwierpen de ambachtslieden, zooals schrijnwerkers, timmerlieden, metsers, om deze reden, dat ze doorgaans ambachtslieden worden geheeten en niet werken voor rekening voor het hoofd eener onderneming of eenen werkgever. Anderen verwierpen de kleine pachters, die met hun gezin een stukje land bebouwen en wier lot ellendiger is dan dat der werklieden. Nog anderen ontkenden de hoedanigheid van oud werkman aan hen die in de hoeve hunner ouders arbeidden, en verzekerden aldus een voordeel aan hen die wellicht hunne kinderplichten miskenden en hunne ouders verlieten om vreemden te dienen.

En zoo onstond de hinderlijkste ongelijkheid, die rechtmatige klachten uitlokte.

Met het lofwaardig doel om wat eenheid in de rechtspraak te brengen, gaf de heer Gouverneur van Oost-Vlaanderen, den 3^e October 1901 omstandige inlichtingen aan de gemeentebesturen. Doch zijne uitlegging schijnt minder breed te zijn dan de inzichten met welke de wet werd goedgekeurd en in uitvoering gelegd. Daarover laat het volgende uittreksel oordeelen :

« Naar aanleiding dezer bepaling dient opgemerkt :

» 1^o Dat de Regeering, tijdens de beraadslaging over het wetsontwerp, er niet in toestemde het woord « werkman » te vervangen door het woord « handwerker », eene uitdrukking die veel breeder is, en buiten de « werklieden », in den zin der wet, uitgesloten arbeidersklassen begrijpt, als daar zijn : ambachtslieden, kleine bazen, landbouwers, die overigens hun beroep uitoefenen niet voor eenen patroon of eenen meester, maar voor eigen rekening ;

» 2^o Dat het karakter van handenarbeid, bij het werk gevergd, over 't algemeen de beambten, rondleurders, kleinhandelaars, enz., buitensluit.

» Dus moet het gemeentebestuur, wanneer het een goedkeurend advies uitbrengt, over eene aanvraag tot het bekomen van een pensioen, ingediend door eenen werkman dezer klasse, aanduiden hoe de vereischte voorwaarde van het handwerk wordt vervuld.

» Het is wenschelijk dat de plaatselijke overheid zich juist rekenschap geve van de beroepsvoorwaarden, opgelegd door de wet van 10 Mei 1900. Zij zouden zich vaak nutteloos werk besparen en zich in staat stellen om op bepaalde en nuttige wijze het wezenlijk beroep van den aanvrager op te geven. Zoo zouden zij ook talrijke misslagen uit den weg ruimen. Vele mis-

slagen spruiten hieruit voort, dat eene zelfde uitdrukking tevens een werkmanberoep in den zin der wet, dat is : voor een patroon uitgeoefend, aanduidt, en een *beroep uitgeoefend voor eigen rekening*. Zoo, bij voorbeeld, de woorden : *metser, steenbakker, klompenmaker*. Daar de beroepen dezer laatste soorten, voor eigen rekening uitgeoefend, geschrapt zijn van de lijst dergene die recht op het ouderdomspensioen kunnen geven, is het noodig, wanneer het een beroep van dien aard geldt, dat de verklaring op het aanvraagblad geschreven, duidelijk vermeldt of het voor rekening van eenen patroon of voor eigen rekening is dat de belanghebbende het aangegeven beroep uitoefent of uitgeoefend heeft. Daarenboven, wanneer de aanvrager belastingen betaalt, moet nog zijn bulletijn doen blijken uit welken hoofde hij is belast (personeele belastingen, grondlasten, patentrecht). Ingeval van patentrecht, zal men aanduiden de beroepen of het beroep, waarvan de uitoefening aan dat recht onderworpen is.

» Eene andere bron van misgrepen is de te weinig nauwkeurige opgave der hetzij te gelijktijd hetzij achtereenvolgens uitgeoefende beroepen. Door gelijktijdige uitoefening van ambachten, kan een werkman na eens arbeiden tegen een loon voor eenen meester-patroon of eenen patroon, dan weer voor eigen rekening. De landbouwer wiens landerijen niet aanzienlijk genoeg zijn om hem gestadig bezigheid te verschaffen en die daarenboven bezoldigden veldarbeid verricht, verkeert in zulken toestand. De aanvragen van zulke personen vermelden hunne verschillende beroepen; uitgaande van landbouwers, moeten zij de uitgestrektheid hunner landerijen opgeven; worden zij door herbergiers of winkeliers gedaan, zoo moeten zij deze beroepen aanduiden. Gelijktijdige beroepen dienen op dezelfde regel ingeschreven; worden zij door den belanghebbende niet meer uitgeoefend, dan worden zij ingeschreven onder de rubriek : « Vroeger beroep »; worden zij thans uitgeoefend, onder de rubriek : « Tegenwoordig beroep ».

» Door « achtereenvolgende beroepen » moet men verstaan die van arbeiders welke achtereenvolgende beroepen uitoefenden, waarvan de eene voor eigen rekening en de andere als werkliden, in den zin der wet. Het zijn dus de beroepen van personen die bij voorbeeld landbouwarbeider waren en naderhand pachter werden; ofwel die van gewezen fabriekwerkers die thans herbergier of winkelier zijn; of ook nog die van gewezen werkliden die ambachtslieden zijn geworden. Hoe dienen, in deze gevallen, de verstrekte inlichtingen opgesteld?

» Ziehier de wijze, die de beste schijnt : men zal zich herinneren dat de wet, als grondslag van bepaling eischt, HET GEWOON BEROEP. *Dit is niets anders dan het LANGST UITGEOEFEND BEROEP*. In de opsomming der achtereenvolgende ambachten dient dus dat beroep onderstreept en dient er aangeduid gedurende welk tijdperk het uitgeoefend werd.

» Voor achtereenvolgende beroepen wordt alleen het laatste, wanneer het thans wordt uitgeoefend, aangeduid onder de rubriek : « Tegenwoordig beroep ». Zoo worden de voorgaande als vroegere beroepen gerangschikt. Oefent de aanvrager geen beroep meer uit, dan worden al de achtereenvol-

gens uitgeoefende beroepen naar volgorde vermeld onder de rubriek voor de vroegere beroepen bestemd.

» Ik acht het nuttig u te doen opmerken dat « *cultivateur* » « landbouwer » beteekent en « *ouvrier agricole salarié* » vertolkt wordt door « landbouwwerkman ».

*
**

Zoo schijnen, volgens deze onderrichtingen, de tusschentoestanden te verdwijnen; men is maar werkman, wanneer men werkt voor eenen patroon; en, om de hoedanigheid van oud werkman te kunnen inroepen, moet men in den staat van werkman langer dan in eenen anderen staat hebben geleefd.

Werd de wet uitgelegd in dezen bekrompen zin, die het tegendeel is van de breede en regelmatige strekking van het woord « werkman », dan zou zij voorkomen als eene wet voor de nijverheidscentrums ten nadeele der landbouwstreken gemaakt. Is den toestand van den werkman, aan een ondernemingshoofd of patroon onderworpen, de gewone toestand van de handwerkers in nijverheidscentrums, hij is eene uitzondering in de landbouwstreken. De statistieken, onlangs door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid en door het Ministerie van Landbouw uitgegeven, tengevolge der algemeene volkstelling, leveren daarvan een afdoende bewijs.

Op 31 oktober 1896 waren er in België 242,143 ondernemingen waarvan het hoofd een patroon is, dat wil zeggen 242,143 nijverheidsondernemingen in den gewonen zin des woords. In de private ondernemingen van nijverheid of ambacht (openbare ondernemingen niet inbegrepen), waren er 822,976 werklieden en werksters, waarvan 704,229 arbeidden in fabrieken, werkplaatsen, mijnen en groeven en waarvan 118,747 werkten ten huize, voor rekening van fabrikanten of winkels. De verhouding van patroons tot werklieden wordt sterker door de uitbreiding van het machinisme en de saamenspanning der kapitalen.

In de landbouwstreken is de toestand gansch anders: de arbeiders werken meerendeels voor eigen rekening of verdeelen hunnen arbeid tusschen de bezigheid voor eigen rekening en die voor rekening van derden. Slechts enkele bezoldigde werklieden arbeiden bestendig bij eenen patroon, en vooral in de groote landbouwinrichtingen treft men ze aan.

Welnu, de groote boerderijen verminderen van jaar tot jaar, juist omdat het moeilijk is genoeg handwerkers te vinden; zij maken plaats voor middelbare en kleine inrichtingen, waarbij vooral de leden van 't gezin werkzaam zijn. In 1846 waren er nog enkel 247,553 boerderijen van min dan 50 aren; in 1893 waren er reeds 458,120.

In het ophelderend gedeelte der algemeene opneming in 1893, uitgegeven door het Ministerie van Landbouw, leest men (bladz. 429):

« Het getal van de *personen des gezins* die zich gewoonlijk met veldarbeid bezighouden, staat in al de provinciën hooger dan dat der bezoldigde landbouwwerklieden; de verhoudingen in het rijk zijn wederzijds 92 en 8 t. h.

In België waren er 1,015,799 familieleden die zich gewoonlijk bezighouden met veldarbeid, waaronder 558,714 mannen en 457,085 vrouwen; en er waren slechts 187,106 gehuurde dienstboden en *bestendige daglooners*, waaronder 128,277 mannen en 58,829 vrouwen.

In de zandstreek van Vlaanderen en het Vlaamsch gedeelte der slijkstreek waren er slechts 13 tot 19 bestendige landbouwwerklieden en -dienstboden per vierkanten kilometer bebouwden grond.

Sinds 1880, was het getal der familieleden in den landbouwarbeid bedrijvig, vermeerderd met 29,041 mannen en 4,634 vrouwen, overeenkomende met eene vermindering, onder de verhuurde dienstboden en de bestendige daglooners, van 11,580 mannen en 16,604 vrouwen.

In sommige provinciën was deze beweging bijzonder sterk; zoo bedroeg in Oost-Vlaanderen de vermindering der loontrekkende veldarbeiders 13.4 t. h. voor de mannen en 30.9 voor de vrouwen.

Door deze gegevens kan men zien in welken ongunstigen toestand de landelijke bevolking zou worden geplaatst door eene al te beperkende uitlegging der wet; zij zou er bijna niet meer van toepassing zijn, bij gemis van arbeiders aan den patroon of het hoofd der onderneming onderworpen; zij zou nog slechts voordeel opleveren voor de nijverheidsklassen, waar patroonschap de regel is.

Het schijnt ons onrechtvaardig de kleine landbouwers, die het bestaan van hun gezin betrachten op een gepacht stukje land, uit de sluiten. Om in de werkelijkheid te blijven, moet men aannemen dat deze landbouwers geenszins patroon of hoofd eener onderneming zijn: zij arbeiden als werklieden, doch hardnekkiger en onder harder ontberingen; over 't algemeen vergt hunne hoeve niet al hunne werkzaamheid: 458,120 boerderijen bedragen meer dan 50 aren. Om het overschot hunner werkzaamheid aan te wenden en bijkomende hulpmiddelen te vinden, staan zij hunne groote naburen in tijd van drukte bij voor het oogsten, hooien, enz., en dezen helpen ze, op hunne beurt, door hun machines en paarden te leveren: door deze onderlinge ondersteuning, door deze wederzijdsche diensten kan de landbouwnijverheid, door gemis van arbeiders bedreigd, blijven werken.

Zoo de kleine pachters verschillen van den werkmán, onderworpen aan eenen patroon, zoo is dit niet door hunnen graad van welstand, doch alleen door den vorm der overeenkomst die hen bindt. In dit opzicht bestaat het verschil veeleer in den vorm dan in den grond; en om zich hiervan te overtuigen, hoeft men enkel de achtereenvolgende wijzen na te gaan, waarop de grond winstgevend wordt gemaakt.

De hedendaagsche huurder heeft als voorvader de slaaf der oude tijden, die deel uitmaakte van het bedrijfsmateriëel; de slaaf werd een aan den grond gehechte laat; de laat werd hoevenaar, werkende voor den eigenaar en kreeg voor zijn bestaan, als loon voor zijnen arbeid, de helft der opbrengst. Later werd het recht der eigenaars en de opbrengst in natura vervangen door eene bepaalde som in geld, die huur of pacht heet. Doch thans evenals vroeger arbeidt de kleine pachter, die met zijn gezin werkt

en zich aldus onderscheidt van den ondernemer, voor den eigenaar, door zijn land winstgevend te maken; hij is eigenlijk een landbouwwerkman, wien de eigenaar meer vrijheid bij de onderneming gunt, maar dien hij zich voorbehoudt zelfs gedurende den pachtijd weg te zenden, zoo hij de landen slecht bebouwt.

Niet anders is het gesteld met de landelijke arbeiders die, door eene verbloemende uitdrukking, ambachtslieden worden genoemd. Het zijn werklieden van een ambacht die, evenals alle werklieden, worden geacht de regelen te kennen van den arbeid welken zij verrichten, zooals metsers, schrijnwerkers, timmerlieden, kuipers. Zij bezitten eenige onaanzienlijke werktuigen en leggen zich hoofdzakelijk toe op het winnen van een dagloon, door hunnen dienst aan te bieden, hetzij per dag, hetzij voor taakwerk, hetzij bij akkoord, voor bepaalde werken. Zij zijn niet verhuurd aan den patroon, om de eenvoudige reden dat, ten plattelande, het werk niet onder den vorm van het patroonschap is ingericht.

Hunne rol vermindert van lieverlede, onder den invloed van het machinisme en van de samenspanning der kapitalen, die het werk in groote ondernemingen samenvatten en aan afzonderlijke ambachtslieden gansch voor den arbeid voorbereide materialen leveren.

Zoo vermindert gedurig het getal timmerlieden en schrijnwerkers, patroons als werklieden, ondanks de overgroote uitbreiding van bouwwerken en genoeglijke huisinrichting; in 1846 bedroeg het 36,124; in 1896 was het geslonken tot 33,069, dus eene vermindering van 8 t. h.; doch deze vermindering wordt vergoed door de inrichting van 106 machinale schrijnwerkerijen, die 1,228 paardenkracht stoom gebruiken.

In 1846 waren er 5,261 kuipers, zoo patroons als werklieden; in 1896, nog slechts 3,623, dus 31 t. h. minder; doch deze vermindering wordt vergoed door het stichten van 7 machinale kuiperijen, met 344 paardenkracht stoom.

Vooral op den buiten is de ambachtsman slechts de helper der machine; hij voltooit de machinale voortbrengselen en past ze toe; hij verricht het kleine werk van herstellingen en ordening. Hij is, met een woord, een werkman, arbeidende naar de gelegenheid zich voordoet, hetzij in dienst van private personen of van ondernemers.

*
* * *

Alhoewel wij oordeelen dat de beperkende uitleggingen in strijd zijn met de billijke inzichten waarop de uitlegging moet zijn gegrond, verkiezen wij het woord « werkman » te vervangen door het woord « handwerker », ten einde eene zekerdere en vastere grens te bepalen, die minder misgrepen en onregelmatigheid toelaat.

Deze grens komt overeen met eene natuurlijke indeeling der arbeidersklasse; de eenen werken meer bijzonderlijk met den geest, en hebben bijzondere benamingen, als klerk, boekhouder, beambte, kunstenaar, enz.; tegenover deze staat de groote reeks der arbeiders, gewoonlijk lichamelijke

arbeiders of handarbeiders geheeten, als daar zijn daglooners, boodschappers, lossers, landbouwers, ambachtslieden, enz.

Onzes inziens is het van weinig belang te onderzoeken of een handwerker voor eigen rekening of voor eenen meester werkt; hij kan gemakkelijk in eene der klassen arbeiders of patroons worden gerangschikt; hij, die gewoonlijk een of meer werklieden bezigt, wordt gelijkgesteld met den meester of patroon.

Onze wensch zou zijn uit de wet alle rangschikking weg te laten, die, op de beroepen is gesteund; doch dewijl de Regeering aan eene grens houdt, om diegenen af te wijzen, die door hunnen stand in staat worden geacht in hun onderhoud en in hun pensioen te voorzien, schijnt het ons toe dat het woord « handwerker » eene gemakkelijker af te teekenen grens zou zijn dan het woord « werkman » met zijne zoogezegde schakeeringen en beperkingen.

Reeds vroeger werd eenparig verzet aangeteekend tegen 't gebruik van het woord werkman in de wet op de werkmanswoningen: al de beschermingscomiteiten, congressen, maatschappijen voor werkmanswoningen, al de mannen die zich met zulke werken bezighouden, hebben deze beperkende uitdrukking gelaakt; na de nieuwe proefneming voor de ouderdomspensioenen, is het tijd die beperking te doen verdwijnen.

Ons wetsvoorstel zou niet geducht kunnen worden om zijne financiële gevolgen, want het bekrachtigt slechts de breede uitlegging, die schier overal werd gevolgd en die wij wenschen te beschermen tegen pogingen tot beperkende uitlegging.

Er dient dus geen misbruik gemaakt van eene wet waarvan de overgangsbepalingen aan de liefdadigheid raken. Niemand wil de strengheid laken waarmede het bestuur diegenen afwijst, welke behoefte voorwenden en pensioenen komen vragen, enkel aan behoeftigen voorbehouden.

Doch het is niet aan te nemen dat het pensioen, verleend aan den handwerker die aan eenen patroon is verhuurd, geweigerd wordt aan den handwerker die niet verhuurd is. Tusschen beiden bestaat geen ernstig verschil: zij leven van hetzelfde werk of ambacht en zoo de eene voor particulieren werkt, dan is het meestal omdat hij geen of ondernemer vindt. Men mag hem niet tot slachtoffer maken van het midden, waarin hij woont.

Door de voorgestelde wet verdwijnt dit denkbeeldig onderscheid en tevens de ongelijkheden en misgrepen welke het onvermijdelijk verwekt.

EM. TIBBALT.

PROPOSITION DE LOI**ARTICLE PREMIER.**

Le mot « *ouvrier* », dans l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, est remplacé par l'expression « *travailleur manuel* ».

ART. 2.

Le présente loi est applicable à partir du 1^{er} janvier 1902.

ART. 3.

Le Gouvernement est chargé d'en régler l'exécution.

WETSVOORSTEL**EERSTE ARTIKEL.**

Het woord « *werkman* », dat in artikel 9 der wet van 10 mei 1900 voorkomt, wordt vervangen door het woord « *handwerker* ».

ART. 2.

Deze wet wordt toegepast te beginnen van 1 Januari 1902.

ART. 3.

De Regeering zorgt voor de maatregelen van uitvoering.

EM. TIBBAUT.
D^r DELPORTE.
LÉON MABILLE.
J. MAENHAUT.
A. RAEMDONCK.
ALBERT LEFEBVRE.